

EVIDENCE

(Recorded by Electronics Apparatus)

Thursday, May 4, 1972

[Text]

The Chairman: The Committee will now proceed to the consideration of the estimates, 1972-73, of the Central Mortgage and Housing Corporation. I will ask the Minister to introduce officials of the Corporation, please.

Mr. Ronald Basford (Minister of State for Urban Affairs): Mr. Chairman and honourable members, I appreciate the opportunity to come in with the estimates of the third of the agencies of the Urban Affairs Ministry, and to introduce first, before I make a statement, the President of the Corporation, Mr. H. W. Hignett, who is on my immediate right and who is known, I think, to all members. Next to him is Mr. Alain de C. Nantel, Vice-President. Then we have Mr. R. T. Adamson, the Executive Director of the Corporation; Mr. M. Sigouin, Executive Director; Mr. A. Stukel, Director of the Economics and Statistics Division; Mr. L. G. Peskett, Chief Accountant and Director of the Financial Services Division; and Mr. Keith D. Tapping, Director of the Secretariat Division.

It might be helpful, Mr. Chairman, if I led off this afternoon's proceedings with a brief opening statement, and then we could devote the remainder of this afternoon and the evening sitting to cross-examination and questions.

I would like to make it clear at the outset that the estimates that we are looking at, at page 29 of the estimates book, are only a very small part of the total federal investment in housing. Members of the Committee who are familiar with the operation of Central Mortgage and Housing know that the Corporation's capital budget for 1972 was tabled in the House of Commons earlier, in the total amount of \$870 million. That capital budget is not, of course, in the estimates.

The major items in the 1972 budget includes a total of \$375.5 million for some 23,000 units of public housing under Sections 43 and 40 of the National Housing Act. Another \$192.5 million provides for an estimated 12,200 units of low rental housing under Section 15 for elderly persons, low income families and disadvantaged persons.

In summary, thereby \$500 million has been provided within the budget specifically for low income rental housing in one form or another, which continues the federal focus in this area of housing need.

In addition, the capital budget includes \$167.5 million for direct lending by Central Mortgage and Housing on new and existing housing under Section 58, which provides funding for the assisted home ownership program for lower income groups, as well as \$41.5 million for student accommodation. So almost \$700 million is being allocated in the capital budget for some form of income related to social housing.

The other \$161 million in the budget covers the infrastructure programs of the Corporation, the two most common ones and largest ones being the sewage treatment program and the land assembly activity of the Corporation.

The foregoing then is a very quick over-all view of planned federal investment in housing for 1972.

The votes that we are looking at, Mr. Chairman, in the estimates are first, Vote 10, to reimburse Central Mortgage and Housing Corporation in the amount of \$92.2 million for expenditures incurred in carrying out some of its operations. This reimbursement includes \$7.1 million in grants made for housing research and community planning; \$29

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le jeudi 4 mai 1972

[Interpretation]

Le président: Nous en venons maintenant à l'étude du budget 1972-1973 de la Société centrale d'hypothèques et de logement. Je vais demander au ministre de présenter les responsables de la Société.

M. Ronald Basford (ministre d'État pour les Affaires urbaines): Monsieur le président, messieurs les membres du Comité, je suis heureux de l'occasion qui m'est offerte de présenter le budget ainsi que les responsables de la Société. Avant de faire ma déclaration, je voudrais vous présenter le président de la Société, M. Hignett, qui est assis à ma droite et que vous connaissez tous, je crois. A côté de lui se trouve M. Alain de C. Nantel, le vice-président, puis nous avons M. R. T. Adamson, le directeur exécutif; ensuite M. M. Sigouin, directeur exécutif; M. A. Stukel, directeur de la Division de l'économie et des statistiques; M. L. G. Peskett, comptable en chef et directeur des services financiers et M. Keith D. Japping, directeur du secrétariat.

Il serait peut-être utile, monsieur le président, que je fasse une brève déclaration d'introduction et nous pourrions ensuite consacrer le reste de la séance de cet après-midi et celle de ce soir aux questions.

Je tiens à préciser, dès le début, que le budget qui est exposé à la page 29 du Livre bleu ne représente qu'une très petite partie des investissements fédéraux dans les logements. Les députés qui connaissent le fonctionnement de la Société centrale d'hypothèques et de logement savent que le budget pour l'année 1972-1973, déposé précédemment à la Chambre des communes, se monte à 870 millions de dollars. Les dépenses d'investissements ne figurent pas, bien sûr, dans le budget que je vous présente aujourd'hui.

Les postes principaux du budget de 1972 comprennent une dépense de 375.5 millions destinés à 23,000 logements publics en vertu des articles 40 et 43 de la Loi nationale sur l'habitation. Un autre poste de 192.5 millions est destiné, en vertu de l'article 15, à la construction d'environ 12,200 logements à loyers modérés pour les personnes âgées, les familles pauvres et les personnes défavorisées.

En résumé, une somme de 500 millions de dollars a donc été affectée aux logements à loyers modérés sous une forme ou sous une autre, et constitue l'effort principal du gouvernement fédéral pour satisfaire les besoins de cette catégorie de logements.

En outre, le budget comprend 167.5 millions de dollars de prêts directs accordés par la Société centrale d'hypothèques et de logement pour des logements à construire ou déjà existants en vertu de l'article 58 en vue de financer le programme d'aide à l'acquisition de logement pour les groupes à faible revenu, ainsi que 41.5 millions de dollars pour le logement des étudiants. Ainsi, près de 700 millions de dollars sont affectés aux logements sociaux.

Les 161 millions de dollars restants sont destinés à financer les programmes d'infrastructure de la Société, dont les deux plus importants et les plus connus sont le programme de traitement des eaux-vannes et le programme des réserves foncières.

C'était là un survol très rapide des investissements dans le secteur du logement que projette le gouvernement fédéral en 1972.

Les crédits que nous examinons aujourd'hui, monsieur le président, sont d'abord le crédit 10, du montant de 92.2 millions de dollars pour rembourser la Société centrale